

Pour une Palestine, libre, démocratique, et laïque révolutionnaire pour l'ensemble de ses habitants arabes et juifs

vendredi 26 septembre 2014, par [Al Mounadil-a / Al-Mounadil/ah / Almounadil-a](#), [Forum socialiste](#), [Gauche révolutionnaire \(Syrie\)](#), [LGO](#) (Date de rédaction antérieure : 24 septembre 2014).

Pour une Palestine, libre, démocratique, et laïque révolutionnaire pour l'ensemble de ses habitants arabes et juifs

Pour que la troisième guerre contre Gaza soit la dernière

L'État sioniste doit payer cher ses crimes contre l'humanité

Il faut mettre en œuvre les résolutions internationales relatives aux droits authentiques du peuple palestinien

Depuis l'achèvement de la mise en œuvre du plan de l'ancien chef de gouvernement israélien, Ariel Sharon, de se retirer de la bande de Gaza, au milieu de la dernière décennie, cette dernière a subi trois guerres israéliennes cruelles dont la dernière, du nom israélien « Bordure protectrice », fut la plus féroce et la plus désastreuse en pertes humaines et en habitations, encourues par la population de Gaza. Des crimes horribles contre l'humanité furent perpétrés par l'armée sioniste, contre les enfants, les femmes et les personnes âgées, essentiellement des civils, dont le taux de martyrs et de blessés est estimé à environ 85% du nombre total des victimes de l'agression israélienne ! Ceci en prenant en compte que les résistants palestiniens, qui ont livré une bataille honorable et héroïque, malgré le déséquilibre scandaleux, plutôt énorme, entre leur potentiel d'armement et celui de l'ennemi, ont réussi infliger à ce dernier des pertes sérieuses dont la grande majorité concerne des militaires (72 selon le récit israélien, et 120 selon les estimations de Hamas).

Le nombre de martyrs palestiniens a atteint, jusqu'à la dernière trêve en fin d'août, plus de 2.100, dont des centaines d'enfants et de femmes. Le nombre de blessés plus de 10.000, alors que plus de 500.000 personnes ont été contraintes au déplacement, notamment en raison de la destruction totale ou quasi totale de plus de 10.000 habitations. Sachant que la destruction n'a pas épargné non plus les mosquées, les écoles, les hôpitaux et autres structures médicales, les ambulances, les associations caritatives, les universités et les stations d'épuration. Même les écoles pour les réfugiés de l'UNRWA et ses institutions où ont trouvé refuge ceux qui ont échappé à la mort, en particulier les enfants et les femmes, ont été touchées par les bombardements. Ce qui a soulevé la protestation des responsables de l'ONU, y compris le secrétaire général Ban Ki-moon, qui s'était cependant, et à plusieurs reprises, honteusement rangé du côté de l'agresseur sioniste, lors de l'accomplissement de ses derniers actes d'agression barbares.

Tout ceci a été accompagné de positions israéliennes extrêmement hideuses et racistes de la part de la grande majorité de la population juive, qui a exigé du gouvernement Netanyahu de continuer le combat jusqu'à avoir « écrasé » totalement la population de Gaza, tandis que « *les médias hébreux sont convenus de qualifier la population de Gaza de mouches qu'il faut écraser et décimer (!)* ». Ces faits étaient bien évidemment, et le sont toujours, concomitants d'une montée nette, au cours des

deux dernières décennies, de l'extrême-droite sioniste, à l'intérieur des terres palestiniennes usurpées. Ceci, alors même que le sentiment de la nécessité de continuer le soutien enthousiaste à l'État sioniste décroît chez un grand taux de Juifs de l'étranger, en particulier chez les jeunes, même aux Etats-Unis et en Europe... Que dire alors des non-Juifs !

Ainsi, bien que les réactions internationales, ces derniers temps, ne sont pas proportionnées à l'énormité de la catastrophe subie par la population de Gaza, le phénomène de dénonciation acerbe de l'agression, et plus précisément la solidarité avec les enfants de Gaza, ont été, cette fois-ci, différentes de ce que l'on constatait durant les deux guerres précédentes. Une différence qui peut être considérée comme qualitative. Non seulement dans les capitales et villes arabes — dont beaucoup d'entre elles ont vu des manifestations de masse mobilisant des milliers, et parfois des dizaines de milliers, comme c'est le cas au Yémen, en Algérie, en Libye et au Bahreïn, alors qu'il y avait des marches moins importantes au Liban, au Maroc, en Jordanie, en Mauritanie, en Cisjordanie, en Tunisie, et d'autres pays dont la Syrie, et l'Irak, en proie aux flammes d'un conflit intérieur sanglant, complexe et ambigu—, mais aussi dans les capitales et villes européennes, américaines, asiatiques et africaines, qui ont connu des manifestations de colère massives et fréquentes (surtout à Paris, Londres, Lima et Santiago, et dans de nombreuses villes pakistanaïses et iraniennes) qui ont condamné vivement l'État sioniste. Tandis que le nombre des manifestants dans la ville du Cap, en Afrique du Sud, a atteint 150.000, sachant que ce qui s'est passé à Gaza a été assimilé aux crimes de l'apartheid, au temps du régime de la minorité blanche. Le président bolivien Evo Morales a considéré, pour sa part, qu'Israël est un Etat terroriste, et a décidé d'annuler les accords de 1972 entre La Paz et Tel-Aviv, qui permettaient aux Israéliens d'entrer en Bolivie sans visa. Par ailleurs, de nombreux dirigeants d'Amérique latine ont fortement condamné l'agression, et le Chili, ainsi que d'autres pays d'Amérique latine, ont rappelé leurs ambassadeurs de Tel Aviv.

D'autre part, beaucoup d'artistes, écrivains et intellectuels ont dénoncé les crimes commis par l'État sioniste. A titre d'exemple, les déclarations de plusieurs acteurs espagnols, de renommée internationale, directeurs de production, compositeurs de musique de film, écrivains et scénaristes, comme Penelope Cruz, Javier Bardem, Pedro Almodovar, qui ont dénoncé la guerre contre Gaza, et appelé l'Union européenne, dans une lettre ouverte, à « condamner les attentats terrestres, maritimes ou aériens contre la population civile palestinienne dans la bande de Gaza », exigeant d'Israël un cessez-le-feu et l'exhortant à « lever le blocus que la bande de Gaza subit depuis plus d'une décennie ». Ils ont également ajouté : « Gaza vit dans l'horreur ces derniers jours, assiégée de toutes parts. Les maisons palestiniennes sont détruites, les Palestiniens sont privés d'eau, d'électricité et ne peuvent se rendre librement à l'hôpital, dans les écoles et les champs, tandis que la communauté internationale ne fait rien. »

La vague de réprobation et de condamnation a même atteint cette fois-ci les milieux d'Hollywood, desquels ne parvenait, habituellement, que de la sympathie avilissante et misérable pour l'État sioniste. Parmi ceux qui ont été profondément choqués, il y a des présentateurs de programmes de satire politique, des acteurs juifs, dont l'acteur américain Wilson Bethel, qui a adressé ce tweet à Natenyahou : « *Cher M. Netanyahu, il y a un mot pour qualifier un taux de pertes de civils de 80% : terrorisme. Cordialement, un Juif inquiet.* » Il a ajouté que « *le droit d'Israël de "se défendre" commence grandement à ressembler à celui "d'anéantir Gaza".* »

Bien évidemment la brutalité israélienne a mis dans l'embarras la plupart des dirigeants des Etats impérialistes, notamment des Etats-Unis d'Amérique, qui ont été contraints à chercher activement à arrêter l'agression, au moins par le biais de trêves à caractère humanitaire, eu égard aux crimes contre l'humanité flagrants. Cependant les USA n'ont pas caché leur sympathie pour Israël, sous prétexte du prétendu droit de ce dernier de se défendre (!). L'insolence et la fourberie de certains, parmi lesquels le président américain, les a poussés à appeler à désarmer Gaza. Tandis que le

gouvernement de la France de Hollande interdit délibérément les manifestations contre l'État sioniste dans la capitale Paris. Sachant que la manifestation du samedi 26 juillet dernier, plus précisément, dont le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et d'autres groupes révolutionnaires étaient parmi les plus importants initiateurs, a bravé l'interdiction et a mobilisé des milliers de manifestants.

Ce qui est cependant tout à fait intolérable, sous quelque forme, est l'absence presque totale de la solidarité arabe, de la part des régimes qui avaient pour beaucoup d'entre eux adopté des positions de complicité avec l'invasion israélienne. Non seulement il n'y a pas eu d'appel à un sommet arabe après plus d'un mois de tueries, mais encore la Ligue arabe est restée totalement paralysée, et absente des domaines d'intervention et d'action. Sans parler de la grande frustration quant à l'absence de réactions populaires dans plusieurs pays arabes, notamment en Egypte et au Liban, à la hauteur des exigences de la situation. Les masses populaires égyptiennes étaient, cette fois-ci, sous l'emprise de la contre-révolution menée par l'armée égyptienne dirigée par le maréchal Abdel Fattah al-Sisi, que ce soit quand il était ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées, depuis l'intervention militaire du 3 juillet 2013, ou quand il est devenu président de la République. Les seules manifestations sérieuses dans les rues des villes égyptiennes au cours de la récente guerre contre Gaza ont été celles organisées par les Frères musulmans ; d'ailleurs, c'étaient des tentatives de réhabiliter leur rôle politique plutôt qu'un mouvement de soutien à la cause palestinienne.

Et bien naturellement, tandis que le soi-disant « camp de Moumana'a » (résistance négative), au Liban, avec le Hezbollah en tête, mobilisait des manifestations géantes pour des soucis sectaires, ainsi que pour ses propres intérêts, les rues et les « places » libanaises sont restées, cette fois-ci, presque vides. Le Hezbollah, plus particulièrement, était apparu plus préoccupé de mener bataille en dehors du territoire libanais, pour défendre le régime d'Al-Assad, trempé dans le sang du peuple syrien, et se rendant, par conséquent, complice de ce dernier. Ainsi s'est-il abstenu de toute initiative de solidarité effective avec la population de Gaza, même pas une simple menace de participer à leur combat contre l'invasion dévastatrice israélienne... que dire alors d'une participation effective à ce combat !

Pis encore, la position de nombreux régimes arabes, notamment l'Egypte et la Jordanie, témoigne de la solidarité, mais cette fois-ci, et de manière flagrante, avec Israël ! C'était détectable dans le rôle égyptien, joué par Abdel Fattah al-Sisi, qui a fait voir trop de coordination effective avec l'ennemi sioniste. On peut aisément déceler ceci du projet de règlement, et de cessez-le-feu, présenté, au tout début, par le gouvernement égyptien, et soutenu par Israël, mais rejeté par la résistance palestinienne. Ceci, sans parler de l'armée égyptienne qui avait empêché et contraint à rebrousser chemin la caravane populaire égyptienne, qui transportait des aides humanitaires destinées à la population de Gaza, en signe de solidarité, et contre l'agression sioniste. Tandis que le régime jordanien a procuré toutes les facilités aux voyageurs israéliens, à l'aller comme au retour, en vue de rendre caduc l'effet de roquettes tirées par les résistants de Gaza sur les villes et les aéroports israéliens ; ce qui a permis aux compagnies aériennes internationales, et même l'Israélienne El Al, d'éviter l'usage de l'aéroport Ben Gourion, et de se servir de l'aéroport d'Amman à titre temporaire pour assurer le transport des Israéliens, et de tous ceux qui se rendaient à Israël !

Mais en dépit de ces conditions et positions honteuses, le loup israélien n'a pas pu engloutir les résistants palestiniens, qui l'ont vaillamment combattu pendant plus de deux mois, coupés par de courtes trêves, sans hisser le drapeau blanc. Ils lui ont signifié, ainsi qu'au monde entier, que le peuple palestinien continuera à se battre, malgré la trahison qualifiée de ceux qui ont jeté les armes, à une date antérieure, à la fin du siècle dernier, et qui continuent à parler en son nom, à l'image de Abou Mazen, Yasser Abd Rabbo, Saëb Ereikat, Jibril Rajoub, et d'autres encore qui siègent aux plus hautes fonctions de l'Autorité palestinienne - produit des accords misérables d'Oslo - qui n'a pas

hésité à plusieurs reprises à réprimer les manifestations en solidarité avec la bande de Gaza, dans plus d'une ville.

Cependant, si nous saluons le courage magnifique, et les sacrifices majeurs des citoyens palestiniens, y compris ceux appartenant au mouvement Hamas, nous ne croyons pas que les pratiques quotidiennes de ce dernier, dans la bande de Gaza, et son programme droitier réactionnaire, y compris concernant la résolution de la question palestinienne, pourraient constituer un sérieux tremplin vers une libération véritable. Bien que la persévérance de ce mouvement, comme d'ailleurs le reste des factions qui rejettent l'accord d'Oslo, et les conséquences de cette attitude, quant à la continuation de la lutte armée, jouent un rôle clé dans l'approfondissement de l'impasse dans laquelle se trouve l'entité sioniste.

Le célèbre éditorialiste au quotidien israélien *Haaretz*, Ari Shavit, avait écrit : « *Israël à la fin juillet est différent de celui du début juin, car en ce moment-là, il n'y avait ni des tirs de roquettes, ni l'opération terrestre ni des alarmes de sirènes. (...) il n'y avait ni les cadavres des soldats israéliens ni ceux des enfants de Gaza tués. On s'attendait à ce qu'Israël commence un été tranquille, face à un Hamas dissuadé... et à un chaos arabe bien lointain (...), mais tout cela s'est dissipé, dans un Moyen-Orient extrémiste, dont la violence est devenue totale.* »

Et d'ajouter : « *Le sens stratégique de ce qui se passe, c'est qu'un Etat dont le ciel est découvert, l'espace aérien sans sécurité, et les citoyens descendent, à tout instant, dans les abris, doit avoir un problème (...). Nous pouvons ajouter (...) l'incapacité (pour lui) de vaincre de manière décisive une entité terroriste, petite, pauvre et audacieuse.* »

Bien évidemment, nous partageons, à plusieurs égards, les points de vue de l'éditorialiste de *Haaretz*, dans sa description de l'impasse israélienne, mais nous ne sommes pas d'accord avec sa qualification de « terroriste » d'une résistance nationale courageuse qui joue aujourd'hui un rôle important dans cette impasse dans laquelle se serait fourvoyé l'Etat d'Israël. Nous sommes très enclins à distinguer les stigmates du terrorisme dans cet Etat lui-même. Face à cette impasse, qui doit s'aggraver ultérieurement — quand reprendrait ce que considérait le journaliste israélien comme « *chaos arabe* » et un « *Moyen-Orient extrémiste dont la violence est devenue totale* », et qui fut, en fait, le processus révolutionnaire, commencé il y a trois années et demi, dans la région arabe et maghrébine —, nous pensons qu'il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour la réalisation de cette importante transformation, supposée « *changer non seulement la région sus-mentionnée, mais aussi le monde entier* », selon l'expression d'un ennemi sérieux, très influent, de ce processus, à savoir le président américain Obama, lors de sa conférence de presse du 23 février 2011. Car la libération du peuple palestinien dépendrait, entre autres, de l'action de mouvements, organisations, fronts et partis politiques palestiniens qui pousseraient, contrairement à ceux existant actuellement, vers une interconnexion avec les luttes des peuples de la région susdite, en vue de l'émancipation, en affrontant leurs régimes dictatoriaux, criminels, corrompus et dépendants. Une tâche qui dépendrait, aussi, de la réussite de ces peuples à renverser ces régimes-ci, en vue d'instaurer des régimes progressistes qui réaliseraient les aspirations et les revendications exprimées par les masses populaires, ces dernières années, lors de leur « *intifada* », pour « *le pain, la liberté, la dignité et la justice sociale* ». Ceci en parallèle avec la réalisation d'une tâche, restée absente dans les revendications, celle de la souveraineté nationale et de l'élimination de la domination coloniale, sous toutes ses formes, ainsi que de l'État sioniste, en particulier, l'une des plus importantes manifestations de cette domination.

En tous les cas, l'impasse israélienne se précise de plus en plus du fait que la dernière guerre contre Gaza, même si elle a démontré la capacité d'Israël, jusqu'à présent, à infliger les pertes les plus lourdes au peuple palestinien résistant, surtout en termes de civils, elle a confirmé que les pertes politiques de l'État sioniste se multiplient considérablement, jour après jour, réaffirmant sa fragilité

et son isolement des peuples du monde. C'est ce qu'il faut œuvrer à approfondir continuellement, et par conséquent, pousser de plus en plus vers des sanctions internationales conséquentes, semblables à celles infligées, ultérieurement, au pouvoir de la minorité blanche, en Afrique du Sud, en plus des sanctions populaires, de masse, lancées, il y a des années, par la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Dans ce contexte, nous considérons que les mesures et actions suivantes doivent être au centre de toutes les pressions, et mobilisations, en vue de les réaliser. Ce seraient :

1- l'abrogation des Accords de Camp David, Wadi Araba et Oslo, et toutes les mesures déjà prises par les bourgeoisies arabes au pouvoir, traîtresses et serviles, en vue de se rapprocher de l'État sioniste, le reconnaître, et lier toutes sortes de relations avec. Ainsi que la nécessité de consolider le boycott arabe contre Israël et les entreprises internationales, qui collaborent avec lui ;

2- la pression constante et populaire, avec tous les moyens, afin de trainer les dirigeants, les généraux et officiers israéliens, qui ont pris des décisions de guerre contre Gaza, et le Liban, auparavant, et pratiqué des crimes contre l'humanité, devant la Cour pénale internationale, et leur infliger les punitions adéquates ;

3- travailler sans relâche pour activer la pression populaire, arabe et internationale, pour la cessation immédiate des deux blocus, israélien et égyptien, imposés à la bande de Gaza, ainsi que pour la satisfaction des demandes formulées par la résistance palestinienne du mouvement Hamas, du Jihad islamique, du FPLP, du Fatah, et de tous les autres combattants, lors de la dernière invasion ;

4- la pression, à l'échelle mondiale, afin d'imposer le démantèlement de toutes les armes de destruction massive israéliennes, notamment les armes nucléaires, sous peine d'un blocus global sérieux contre l'État sioniste, et des sanctions efficaces pour le dissuader ;

5- la pression pour procurer toutes les facilités matérielles et morales à notre peuple en Cisjordanie afin de lancer leur troisième intifada, en mettant au tout premier plan la démolition du mur de séparation dont l'État sioniste s'affaire à achever la construction, dans une perspective d'imposer le départ total des Israéliens et de leurs colons, de toutes les terres occupées en 1967, sans conditions ;

6- intensifier les actions, aux niveaux arabe, palestinien et international, afin de chasser Israël de toutes les institutions de l'ONU, et pour la mise en application des résolutions internationales les plus radicales, en particulier celles compatibles avec les droits initiaux du peuple palestinien, adoptées depuis 1948, et celles encore plus récentes, stipulant le retour des réfugiés palestiniens à leur patrie historique. Ainsi que pour la prise d'une nouvelle résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, sur la base du fameux précédent de « L'Union pour la paix », en vue de l'instauration d'un Etat unique, le seul capable de résoudre radicalement, et à la fois, la cause palestinienne et la question juive : l'État de Palestine démocratique, laïque et révolutionnaire. Un Etat qui pourrait ouvrir de grandes perspectives d'émancipation socialiste, pour l'ensemble de la région arabe et maghrébine, et partant pour les pays voisins, en particulier l'Iran et la Turquie ; ceci, tout en assurant les mécanismes et les conditions qui garantiraient l'application de la résolution sus-mentionnée ;

7- Dans cette perspective, précisément, il est nécessaire que les révolutionnaires, dans cette région, s'adressent, et multiplient les appels, à la classe ouvrière dans l'État d'Israël, ainsi qu'à tous les israéliens soumis à la discrimination, sur la base de leurs origines ethniques, y compris très particulièrement les Juifs orientaux, pour se débarrasser des effets de l'idéologie sioniste et la

combattre, comme un prélude pour s'engager dans la perspective libératrice révolutionnaire, décrite là-dessus, la seule qui pourrait éloigner, pour toujours, le fantôme de guerres et conflits, dont la persistance des causes pourrait entraîner la dévastation, et même l'anéantissement de l'ensemble de la région ;

8- Dénoncer sans merci les régimes arabes et leurs alliés, ainsi que leur complicité avec l'entité sioniste, en vue de briser toute illusion sur leur soi-disant « rôle » dans la libération de la Palestine ou la résistance à l'impérialisme. Parce que nous sommes convaincus que toute possibilité d'émergence d'un mouvement émancipateur révolutionnaire, dans nos pays, déterminé à s'impliquer dans le projet de libération du peuple palestinien, plus particulièrement comme une approche directe et effective, nécessite la rupture catégorique avec les régimes en place, leurs partis, et les forces alliées avec eux. Car il n'y a aucune possibilité d'instaurer une Palestine libre, que dans un contexte d'émancipation des peuples de toute la région, ou au moins la plupart d'entre eux ;

Dans la mesure où l'on peut avancer dans cette voie, la Palestine doit redevenir la cause essentielle des peuples de notre région, dans leur lutte contre Israël, l'impérialisme mondial, et les régimes et forces réactionnaires arabes. Ainsi seront posées des bases solides pour la relance du processus révolutionnaire, sur la voie de ce que nous avons considéré, au cours des dernières années, comme un prélude essentiel pour changer le monde !

Signataires :

Courant Al Mounadil-a (Maroc)

Courant de la Gauche révolutionnaire (Syrie)

Ligue de la gauche ouvrière (Tunisie)

Le Forum socialiste (Liban)

P.-S.

* Traduction de l'arabe par Rafik Khalifaoui.